

Maison invisible

Trevor Ferguson

Volume 31, numéro 3 (183), juin 1989

Strangers in paradise / Étranglés au Québec?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31711ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ferguson, T. (1989). Maison invisible. *Liberté*, 31(3), 8–12.

TREVOR FERGUSON

MAISON INVISIBLE

Un éditeur de Toronto a présenté en 1987 un recueil de textes québécois intitulé *Invisible Fictions*. Il s'est trouvé que j'ai eu à rendre compte de ce livre. Je dois avouer, avec quelque embarras, que j'ai été poussé à proposer ma propre version d'une solution interne-externe à la tension linguistique.

En tant qu'auteur de fiction et résident du Québec, il me déplaisait que l'éditeur (Geoff Hancock) n'en vînt pas à signaler que l'anthologie se limitait à la fiction *en traduction*. S'il était maladroit ou dépréciatif d'annoncer sur la couverture que le volume se cantonnait aux écrivains francophones, est-ce qu'on n'aurait pas pu mentionner dans l'introduction que les Anglais en étaient automatiquement exclus à cause de leur langue? Après tout, le sous-titre, *Contemporary Stories from Quebec*, indiquait clairement qu'en raison du critère géographique, aucun autre écrivain, d'où qu'il fût, ne serait pris en considération.

Je me demande vraiment qui mérite l'étiquette «invisible».

Les Anglais du Québec sont une plaie pour tous les milieux qui ont affaire à eux. Les partis politiques qui cherchent à obtenir notre vote espèrent que personne ne s'en apercevra; s'ils l'obtiennent, ils sont plutôt embarrassés. De la même façon, au Québec, on traite l'artiste anglais comme s'il n'existait pas. On n'hésitera pas à honorer un artiste des Prairies ou de la Côte atlantique dont l'œuvre est l'expression d'une communauté; par contre, on n'imagine pas que l'écri-

vain anglais d'ici puisse avoir son petit coin de terre, à moins qu'il ne date d'avant 1970.

Écrire ici en anglais, c'est accepter des frustrations et des responsabilités énormes. L'accès aux gourous des médias de Toronto et de New York ne nous est pas facile. Il est probablement plus aisé pour un écrivain francophone d'être publié en anglais que pour un écrivain anglais d'ici de l'être dans sa propre langue. Si quelqu'un veut ouvrir une fenêtre sur le Québec, il est de bon ton, politiquement avisé et probablement sage de choisir un point de vue francophone plutôt que le panorama embrouillé qui s'offre à l'artiste anglais.

Officieusement donc, nous n'existons pas.

Pourtant, on nous rappelle constamment l'assise de nos pouvoirs et de nos privilèges, on ne laisse pas de nous reprocher le moindre faux pas. Apparemment, tout Anglais a été élevé dans un château au sommet de Westmount; le lait de nos mères était aromatisé de caviar; nos pères jouaient au golf l'après-midi pour se remettre des matinées harassantes qu'ils avaient passées à fouetter des laquais français le long des chaînes de montage, les contraignant à apposer l'étiquette *Made in English* sur chaque pistolet, chaque grenade, chaque boîte de gaz toxique. Je m'interroge encore une fois. Est-ce que mon propre père aurait pu se rendre compte qu'il se comportait en baron féodal lorsqu'il fouillait la maison à la recherche d'un meuble à mettre en gage pour acheter de quoi manger?

Pendant ce temps, au Québec, le Parc Extension était toujours invisible. On acheminait les immigrants vers ce quartier populeux de Montréal, et tout le monde sait quelle langue ils ont adoptée; ce doit donc être un véritable lieu de conte de fées. Nous savons tous que Pointe-Saint-Charles est un mythe anglais stupide. Verdun n'a jamais existé en réalité, sauf pour quelques familles francophones. Au Québec, les Anglais sont riches, les riches sont anglais. C'est un fait bien établi. Irréfutable.

Voyons, vous autres! Personne n'a donc rien remarqué? Ceux qui étaient à la fois riches et anglais sont partis.

Évidemment, à quelque chose malheur est bon. Il arrive que l'on entende parler de notre légitimité. Il n'y a pas long-

temps, M. Parizeau a confié que certains de ses meilleurs amis sont anglais. Bonne nouvelle! Dommage qu'il ne puisse recommander l'expérience. Nous voici donc de nouveau fiers de nous, voire suffisants. Les jeunes Anglais parlent un français impeccable dès l'âge de six ans. Dans tout le West Island, les pères et les mères sourient de plaisir quand leurs enfants les descendent dans une langue qu'ils ne saisissent pas complètement. Et qui n'a pas bien accueilli le changement dans le paysage des corporations et des entreprises? Il fut un temps où l'on ne faisait aucun cas de nous dans la plupart des restaurants montréalais. (Dans la ville de Québec, nous devons porter des gilets pare-balles pour manger, afin de nous protéger non des coups de feu, mais des grossièretés meurtrières). Lorsque nous nous plaignions, on nous rétorquait que c'était justice. Justice, d'accord. Quelques faillites ont renversé cette tendance (nous avons cru que c'était une récompense pour avoir suivi les cours Berlitz), et maintenant on voit les Anglais se plaindre de ce que les serveurs refusent de leur parler français. Tant pis pour la maudite grosse Anglaise (qui, de toute manière, n'existe pas); comment allons-nous réagir devant ces belles femmes qui refusent de dire *Bonjour** lorsqu'elles détectent le moindre accent? J'en ai assez des maudits gros *hello* que lancent les belles jeunes femmes.

Pourquoi un écrivain, un prosateur anglais, resterait-il donc au Québec? Oui, pourquoi? Nos éditeurs ne sont pas là, les encouragements non plus, les lecteurs pas davantage. Rester ici a-t-il un sens?

Chaque écrivain répondra à sa façon. Permettez que je tente un tour d'horizon.

Pour la plupart, nous nous plaisons ici. Mes parents eux-mêmes se sont estimés sauvés le jour où ils ont quitté l'Ontario pour le Québec. La largeur d'esprit, la liberté d'expression et une vitalité authentique ont remplacé la monotonie rurale. (Ma famille était, sans le vouloir, opposée aux aspirations

* En français dans le texte.

francophones: jour après jour, nous accueillions des immigrants chez nous et nous les aidions à s'installer. Durant les années cinquante et soixante, un formidable sentiment d'amitié et d'aventure a persisté ici. Depuis lors, évidemment, le fait de parler anglais à un immigrant est un péché contre la société.)

Se plaire ici, se sentir chez soi, être stimulé par la ville, voilà des raisons suffisantes pour qu'un écrivain veuille rester. Il fait bon travailler ici. Il est certain que nous ne retenons pas l'attention des médias de Toronto; en revanche, nous n'avons pas à subir d'interminables bagarres pour la notoriété, ce qui est également favorable au travail. Et si l'on refuse que nous soyons les porte-parole de notre société, c'est l'occasion d'accéder à une tribune plus vaste: le monde entier devient notre point de mire. Appartenir ici à une minorité ne limite pas nos perceptions; cette situation peut, la sagesse aidant, élever notre vision. La vie est courte. Le Québec est un bon endroit où passer cet instant.

Nous avons déjà subi des batailles linguistiques. Les torts ont été redressés. Les injustices dénoncées. Les changements sont rarement bénéfiques aux assiégés. Pourtant, la communauté anglaise du Québec — qui représente à elle seule une population supérieure à celle de la plupart des provinces — s'est bel et bien adaptée. Nous avons cru que les choses progressaient.

Que signifie pour nous la nouvelle loi sur l'affichage? Et en particulier, qu'indique la réaction de la communauté francophone? À nos heures les plus sombres, elle indique que jamais on ne nous acceptera, que jamais on ne nous estimera et que la méfiance repose sur une animosité bien ancrée, fruit des mythes, des trahisons et des mensonges. Nous, si vulnérables, une menace pour la langue du Québec? Un peu de sérieux. Nous ne constituons pas même le début d'une menace, sauf pour les parti-pris de l'ancien temps. Les forces internationales représentent une menace, pas nous. La culture «pop» est une menace, pas nous. Un vote *en masse** pour le

* En français dans le texte.

libre-échange est une menace, pas nous. Vouloir un condo en Floride est une menace, pas nous. Les dangers qui menacent la langue française sont véritables, et d'envergure, mais au lieu de les combattre, nos voisins québécois se sont visiblement choisis un punching-ball commode — nous — et une fois de plus les anglophones sont assiégés.

Au Québec, les anglophones n'ont aucune représentation politique. Nous sommes un fléau pour tous les paliers de gouvernement, qu'ils soient municipal, provincial ou fédéral. C'est la raison pour laquelle nous comptons tant sur une interprétation simple des lois et attendions tant d'elle. Le jugement a été rendu. Et Bourassa a scié le dernier pied de notre table.

En ce qui me concerne, il m'est complètement indifférent de ne jamais revoir d'affichage en anglais. Ce qui me tracasse beaucoup, par contre, c'est que l'effacement de ma langue ait été provoqué par la législation, dans une atmosphère d'intolérance et de bêtise. La maudite grosse Anglaise existe bel et bien. Et elle n'est pas maudite. Ni grosse. Ce n'est pas même une femme. Mais elle est anglaise. C'est nous. Si maintenant les Anglais crient pour obtenir le respect des droits de l'homme, c'est que nous avons fini par apprendre qu'il nous est impossible de compter sur la justice, sur la modération, encore moins sur l'amitié. Voilà une leçon durement apprise. Un espoir réduit à néant.

Nous avons tous déjà vu des débats linguistiques.

Cette fois-ci, c'est autre chose.

(traduit par Dominique Issenhuth)

Né en Ontario, Trevor Ferguson passe son enfance à Montréal. Après avoir voyagé, il s'établit à Montréal pendant la crise d'octobre 1970. Il y fait du taxi, tout en écrivant son premier roman, **High Water Chants** (Macmillan, 1977). Depuis, il a fait paraître deux autres romans: **Onyx John** (McClelland & Stewart, 1985; à paraître en traduction française aux Éditions du Roseau) et **The Kinkajou** (Macmillan, 1989).